

# **REGROUPEMENT DES ENTREPRISES**

Par M. Ait Kaci Madjid, Directeur des Travaux publics de la wilaya de Tizi-Ouzou.

## **1. INTRODUCTION :**

Les travaux publics ont de tout temps été considérés comme un secteur stratégique. La construction des ports et l'édification des routes ont permis aux nations de se développer et de tisser des liens entre elles.

Conscient du rôle décisif des infrastructures de base dans le développement de la Wilaya, les efforts ont été axés sur la préservation de ce patrimoine, sa modernisation et son adaptation en fonction de l'évolution des besoins de transport et des disponibilités financières.

La tâche n'était pas facile !!!

En effet, les années 90 ont été marquées par des restrictions financières très importantes, les infrastructures existantes ont donc connu une stagnation en matière d'extension et de développement, alors que la demande de transport et le parc automobile ont enregistré une augmentation très rapide.

Aujourd'hui, le secteur des travaux publics a retrouvé sa place hautement stratégique sur le plan économique et social, à la faveur d'une volonté politique affichée par les plus hautes instances du pays. Ce bouleversement positif de la situation est le résultat du lancement des programmes de relance économique et de développement.

Il est dû également au développement et à la création de plusieurs entreprises qualifiées en travaux publics : outil de réalisation indispensable pour la concrétisation du vaste programme inscrit à l'indicatif de notre secteur dans la Wilaya.

## **2. EVOLUTION DU NOMBRE D'ENTREPRISES DE 1999 A 2008 :**

La décennie quatre vingt dix, a été marquée par une réduction sensible des programmes d'équipement et d'entretien ainsi qu'une baisse dans l'allocation des crédits de paiements et ce, compte tenu de la situation économique du pays. En effet, l'activité a souffert de la réduction des dépenses publiques de l'Etat et des investissements des collectivités locales.

Ce qui a engendré un retard considérable qui a eu des répercussions sur les entreprises de réalisation, qui étaient au nombre de dix (10) en 1998 dont une (01) entreprise implantée dans la Wilaya, disposait d'une centrale d'enrobage, soit une production de 120 tonnes/h.

Le plan d'action du secteur a connu depuis 1999, une nouvelle dynamique confortée par l'évolution des budgets alloués et les programmes lancés, notamment par le Programme de Relance Economique.

La réalisation de ce plan de charges de plus en plus important a impliqué une montée en puissance en besoin des entreprises de travaux publics.

Que faire devant le nombre de projets importants accordés d'un côté et le nombre d'entreprises de Travaux publics réduit de l'autre?

L'instauration d'un environnement favorable à l'entreprise est essentielle !

### **3. STRATEGIE ADOPTEE POUR PROMOUVOIR L'OUTIL DE REALISATION :**

Le développement des entreprises nécessite la réunion d'un ensemble de conditions complexes qui concourent à l'attractivité économique d'une région et inciteront les entreprises à s'y installer, à s'y maintenir et à s'y étendre.

Les entreprises de travaux publics ont un besoin de roulement très élevé, et donc un besoin plus grand de fonds de roulement à court terme.

La raison en est la quantité de matériaux nécessaires, les salaires d'un personnel relativement nombreux et le coût de l'achat ou de la location du matériel.

Elles dépendent de la régularité des paiements pour garder leur personnel, verser les salaires, acheter les matériaux et maintenir de bonnes relations avec leurs créanciers.

Elles ont également besoin d'investissements à long terme pour couvrir le coût de l'expansion des activités et pour financer l'achat et la location du matériel.

Consciente de ces enjeux, la DTP a souhaité promouvoir le développement de ses entreprises : élément clé pour la réalisation de son programme.

Pour ce faire, la DTP a adopté une stratégie qui consistait à :

➤ Orienter les petites entreprises vers des travaux n'exigeant pas de haute technicité ou un matériel lourd (à l'exemple de la construction d'un gabion, d'un fossé bétonné, d'un ouvrage busé, etc.).

➤ Encourager les entreprises spécialisées dans la location du matériel à entreprendre les travaux à l'exemple de SATROB – SARL BILEK, etc.

- Inciter les entreprises à acquérir des postes d'enrobage et les accompagner pour leur installation.
- Encourager le groupement des entreprises pour la réalisation des projets importants.
- Instaurer une méthode de travail au sein de nos services, afin d'offrir le maximum de facilités aux entreprises.

En effet, quelle que soit la nature de l'ouvrage à construire, son exécution s'inscrit dans une procédure très réglementée mettant en relation plusieurs acteurs aux rôles bien définis :

- le maître d'ouvrage
- le maître d'oeuvre,
- l'entreprise de réalisation

Les cahiers des charges sont élaborés de façon à permettre au maximum d'entreprises de soumissionner (à titre d'exemple la liste du matériel à mettre à la disposition du projet est réduite au minimum, les engagements pour la mise à la disposition des brigades topographiques ou la mise à disposition du matériel est accepté, les moyens humains demandés sont réduits au maximum, etc.).

Un avis d'appel d'offres est lancé juste après le visa de la commission de Wilaya des marchés (CWM), dans le but de satisfaire aux exigences suivantes :

- *Nécessité d'exécuter des projets dans de bonnes conditions d'efficacité et d'économie*
- Volonté de donner la possibilité à tous les soumissionnaires de participer à la concurrence.

Le bureau des marchés reste disponible pour tous les éclaircissements relatifs au dossier d'A.A.O.

Tous les projets sont inscrits à concurrence du montant de l'offre retenue.

L'entreprise retenue, la Direction établit le marché et le transmet à la CMW pour examen et visa qui siège régulièrement (deux fois par semaine).

En outre, et dans le souci de confier la totalité des projets, chaque subdivisionnaire a été autorisé à lancer des consultations pour les petits travaux à réaliser dans sa circonscription.

En effet, une Schort list comprenant les entreprises activant au niveau local, est établie et actualisée régulièrement.

Les travaux entamés, un suivi sur terrain est assuré et ce, par le biais de nos cadres se trouvant au niveau des subdivisions ainsi que par les bureaux d'études et les laboratoires engagés par la Direction.

Il est à signaler que les différentes structures de la DTP (Subdivisions, services), sont organisées en vue d'une meilleure optimisation et rentabilisation.

Les paiements se font mensuellement, des situations de travaux sont établies et vérifiées au niveau des subdivisions territorialement compétentes, puis transmises à la hiérarchie pour visa et mandatement.

Cette procédure permet à l'entreprise de percevoir son argent dans les meilleurs délais possibles. Les délais de réalisation étant relativement courts, le délai de paiement de toute la prestation se trouve ainsi réduit.

➤ Encourager l'entreprise, c'est aussi donner la parole aux entrepreneurs et leur offrir la possibilité de faire part de leurs doléances à la Direction.

Parallèlement à ces actions, la Direction a incité les bureaux d'études nationaux à ouvrir une antenne dans notre Wilaya à l'exemple de SAETI. Parallèlement à cela, d'autres BET ont été créés tels que ETAG et CHETP HARCHEB.

D'autre part, des organismes de contrôle ont été encouragés à activer dans le secteur des Travaux publics à l'exemple du LNHC et NEDJAI.

Cette initiative a permis à la Direction de se décharger de quelques missions de suivi et de contrôle sur terrain.

#### **4. DES CHIFFRES ET DES FAITS :**

L'important programme inscrit, la mise en place des crédits de paiement, la réduction des délais de réalisation et le paiement régulier, ont favorisé l'extension ainsi que la création de plusieurs entreprises de Travaux publics.

Alors qu'elles n'étaient qu'au nombre de dix (10) en 1998, leur nombre a augmenté aujourd'hui à 121, soit 12 fois. Ce qui a engendré la création de 5.705 emplois.

On a vu aussi des petites entreprises s'agrandir et développer leur part du marché pour devenir des entreprises moyennes et, en fin de compte, de grandes entreprises en mesure de prendre en charge de grands projets.

La répartition des ces entreprises de Travaux publics en fonction de leur taille est la suivante:

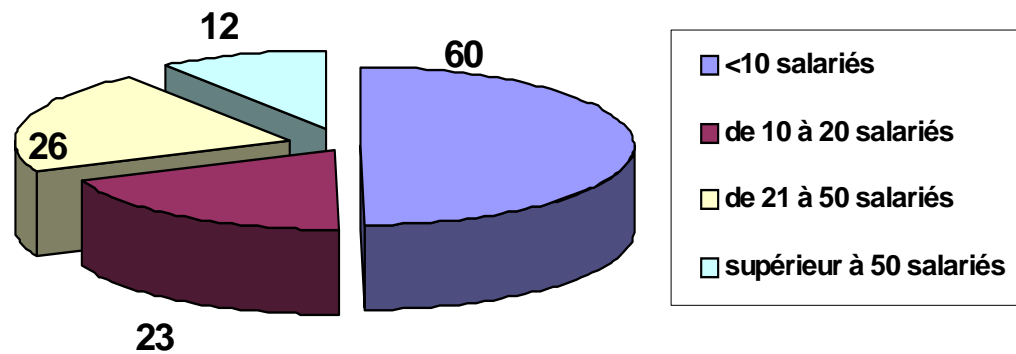
60 dont le nombre de salariés < 10

23 dont le nombre de salariés varie de 10 à 20

26 dont le nombre de salariés varie de 21 à 50

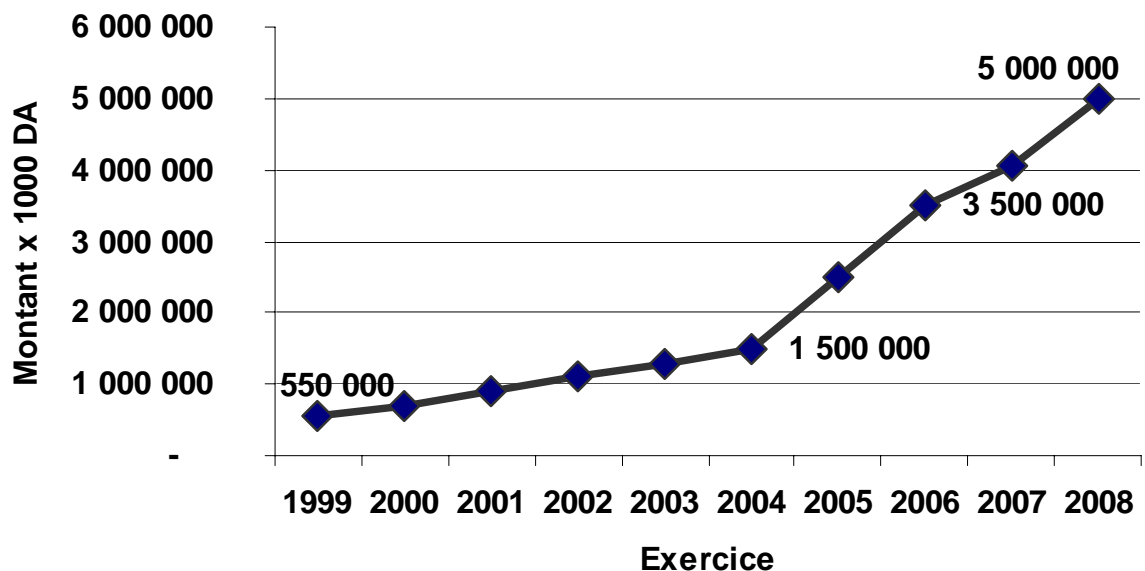
12 dont le nombre de salariés est supérieur à 50

### Répartition des entreprises en fonction de leur taille



Après les années quatre-vingt-dix particulièrement difficiles, le redressement de l'activité des Travaux publics, s'est confirmé au cours des années 2000 ; le chiffre d'affaires Travaux publics réalisé aurait progressé de dix (10) fois.

Le graphe ci après, illustre clairement l'évolution du chiffre d'affaire Travaux publics réalisé de 1999 à 2008. Alors qu'il était de 550.000.000 DA pour l'exercice 1999, celui-ci a augmenté d'une manière considérable pour atteindre durant l'exercice 2008, un montant de 5.000.000.000 DA.



## **Conclusion :**

L'important budget en progression depuis 1999, ainsi que l'adoption du Plan de soutien à la croissance économique, suivi du programme complémentaire, ont donné à notre secteur les moyens de son ambition.

L'ampleur de ce programme était une aubaine pour les entreprises qui ont toutes bénéficié d'un plan de charges important et la création de 5.705 emplois dans le monde du travail.

Rassurées par la densité et l'étalement dans le temps de ce programme, les banques, réticentes auparavant à consentir des financements, ont révisé leur attitude afin d'accompagner les entreprises dans leur effort de rénovation et de modernisation de l'outil de travail.

En vue d'affronter la concurrence tant locale qu'étrangère, et aussi de répondre aux nouvelles exigences dictées par l'économie de marché, l'acquisition de matériels techniquement plus performants, s'avère indispensable, voire incontournable, d'abord pour combler les déficits antérieurs, ensuite honorer les nouveaux engagements et favoriser le transfert des technologies et renforcer les capacités de nos entreprises.